



Assemblée générale

Distr. générale
10 août 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 146 de l'ordre du jour provisoire*

Rapport sur les activités du Bureau des services de contrôle interne

Rapport sur les activités du Bureau des services de contrôle interne pour la période allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021**

Additif

Résumé

Le présent additif complète la présentation générale des activités du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) qui figure dans le document paru sous la cote [A/76/281 \(Part I\)](#). On y trouve des informations sur les recommandations faites par le BSCI entre le 1^{er} juillet 2020 et le 30 juin 2021, une analyse des recommandations non encore appliquées au 30 juin 2021, en particulier des recommandations d'importance critique et des recommandations ayant des incidences financières, et la liste des rapports publiés.

* [A/76/150](#).

** À l'exclusion des activités de contrôle relatives aux opérations de paix. Les activités portant sur ces opérations pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020 sont présentées dans le document paru sous la cote [A/75/301 \(Part II\)](#). Celles relatives à la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021 seront présentées dans le document qui paraîtra sous la cote [A/76/281 \(Part II\)](#).



Abréviations et acronymes

BANUS	Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie
BCAD	Bureau de la coordination des activités de développement
BLT	Bureau de lutte contre le terrorisme
BSCI	Bureau des services de contrôle interne
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
DCG	Département de la communication globale
DESA	Département des affaires économiques et sociales
DGACM	Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences
DMSPC	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
DOS	Département de l'appui opérationnel
DPO	Département des opérations de paix
DSS	Département de la sûreté et de la sécurité
FNUD	Fonds des Nations Unies pour la démocratie
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ITC	Centre du commerce international
MIFRTP	Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
MINUSS	Mission des Nations Unies au Soudan du Sud
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
OLA	Bureau des affaires juridiques
ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
ONUG	Office des Nations Unies à Genève
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains

ONUN	Office des Nations Unies à Nairobi
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
ONUW	Office des Nations Unies à Vienne
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNICRI	Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice
UNITAD	Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/ État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNRISD	Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social

I. Introduction

1. Le présent additif comprend cinq parties : une analyse des recommandations faites entre le 1^{er} juillet 2020 et le 30 juin 2021 (sect. II) ; une analyse des recommandations non encore appliquées (sect. III) ; une analyse approfondie des recommandations d'importance critique (sect. IV) ; les recommandations ayant des incidences financières (sect. V) ; la liste des rapports publiés entre le 1^{er} juillet 2020 et le 30 juin 2021 (sect. VI).

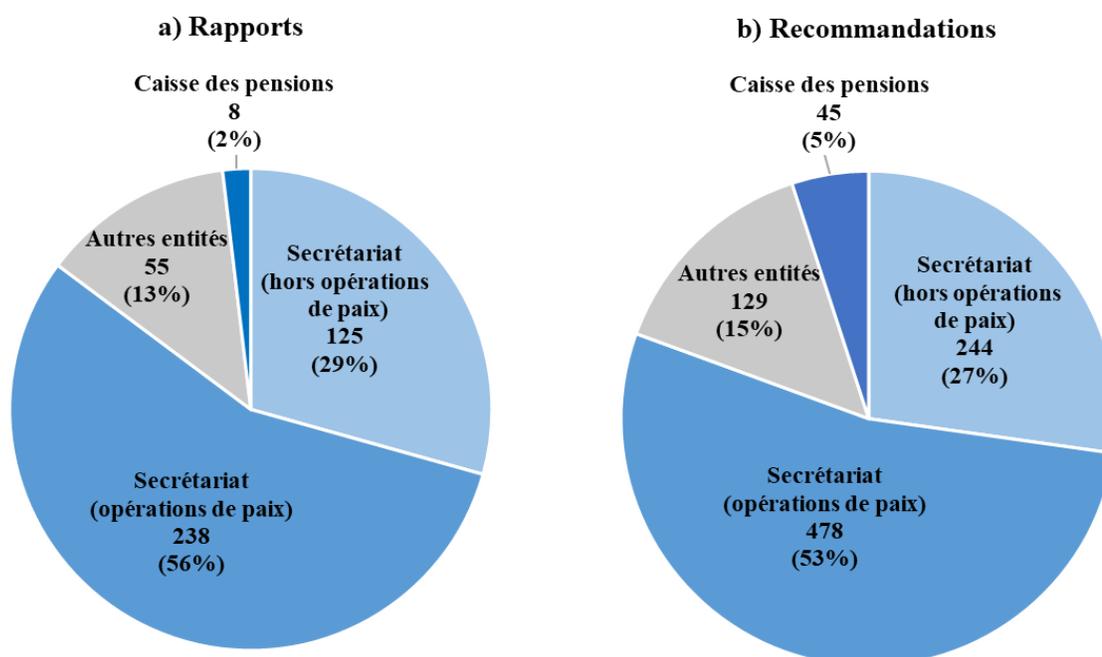
2. Les entités ont été regroupées en quatre catégories : les entités du Secrétariat, hors opérations de paix ; les entités du Secrétariat qui participent aux opérations de paix ; d'autres entités, à savoir les entités des Nations Unies n'appartenant pas au Secrétariat qui font l'objet de contrôles de la part du BSCI ; la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (Administration des pensions et Bureau de la gestion des investissements).

II. Analyse des recommandations faites entre le 1^{er} juillet 2020 et le 30 juin 2021

3. Entre le 1^{er} juillet 2020 et le 30 juin 2021, le BSCI a formulé 896 recommandations, regroupées dans 426 rapports, dont celles relatives aux opérations de paix (voir la figure I). On trouvera dans le présent additif une analyse des recommandations qui ont été formulées et de l'état d'application des recommandations formulées antérieurement pour toutes les entités qui ne sont pas liées aux opérations de paix. Les rapports relatifs à ces entités représentent environ 44 % du total des rapports publiés par le BSCI entre le 1^{er} juillet 2020 et le 30 juin 2021, tandis que les recommandations y relatives représentent quelque 47 % des recommandations formulées (voir la figure I).

Figure I

Rapports et recommandations publiés entre le 1^{er} juillet 2020 et le 30 juin 2021



	<i>Secrétariat (hors opérations de paix)</i>	<i>Autres entités</i>	<i>Caisse des pensions</i>	<i>Total partiel</i>	<i>Secrétariat (opérations de paix)</i>	<i>Total</i>
Rapports publiés^a	125	55	8	188	238	426
Audit	42	26	5	73	53	126
Inspection et évaluation	11	1	–	12	5	17
Enquête	72	28	3	103	180	283
Recommandations	244	129	45	418	478	896
Audit	156	111	43	310	142	452
Inspection et évaluation	33	0	0	33	142	175
Enquête	55	18	2	75	194	269

^a Le rapport annuel sur les activités du Bureau des services de contrôle interne pour la période allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 [A/76/281 (Part I)] et le présent additif (A/76/281 (Part I)/Add.1), ainsi que le rapport sur les activités du Bureau concernant les opérations de paix pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020 [A/75/301 (Part II)], portent à 428 le nombre total de rapports du BSCI.

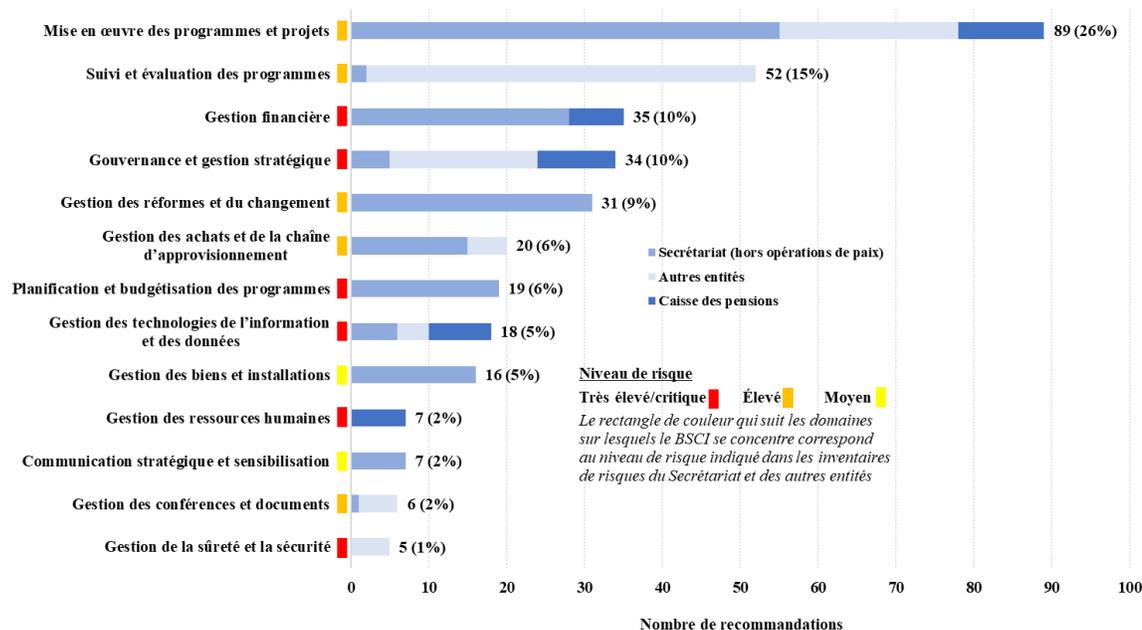
4. Six (1 %) des 418 recommandations formulées par le BSCI à l'intention d'entités qui ne sont pas liées aux opérations de paix ont été jugées critiques (voir le tableau 1). On trouvera à la section IV une liste des recommandations d'importance critique formulées pendant la période considérée (voir le tableau 3) et des informations sur toutes celles d'entre elles n'ayant toujours pas été appliquées en dépit de leur arrivée à échéance (voir les tableaux 4 et 5).

5. Les 412 autres (99 %) recommandations ont été jugées importantes : 59 % concernent des entités du Secrétariat qui ne sont pas liées aux opérations de paix, 10 % la Caisse des pensions et 30 % d'autres entités. Environ 74 % des recommandations ont été faites à l'issue d'un audit interne, 18 % à l'issue d'une enquête et 8 % à l'issue d'activités d'inspection et d'évaluation.

6. Le BSCI aligne ses activités de contrôle interne sur le dispositif de gestion du risque institutionnel du Secrétariat (et sur ceux des autres entités) et se concentre, grâce à un plan de travail spécialement conçu à cet effet, sur les domaines présentant un risque plus élevé pour la gestion stratégique, la gouvernance et les opérations de l'Organisation.

7. Environ 47 % des 343 recommandations émanant d'audits, d'inspections et d'évaluations formulées à l'intention d'entités qui n'étaient pas liées aux opérations de paix avaient vocation à améliorer la gestion des programmes, notamment la planification, la budgétisation, l'exécution, le suivi et l'évaluation des projets et des activités relatives aux programmes. La gestion financière, la gouvernance et la gestion stratégique, la gestion des réformes et du changement, la gestion des achats et de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que la gestion des technologies de l'information et des données ont fait partie des autres domaines sur lesquels l'accent a souvent été mis et qui ont tous été considérés par les entités comme présentant un risque élevé ou très élevé (voir la figure II).

Figure II
Domaines sur lesquels ont porté les recommandations faites entre le 1^{er} juillet 2020 et le 30 juin 2021^a



III. Analyse des recommandations non encore appliquées

A. Clôture des recommandations

8. Le BSCI a clôturé 1 136 recommandations pendant la période considérée, dont 423 (37 %) avaient été formulées pendant cette même période et 713 (63 %) au cours de périodes antérieures. Au 30 juin 2021, 936 recommandations n'avaient pas encore été appliquées.

Tableau 1
Statut des recommandations non appliquées au 30 juin 2021

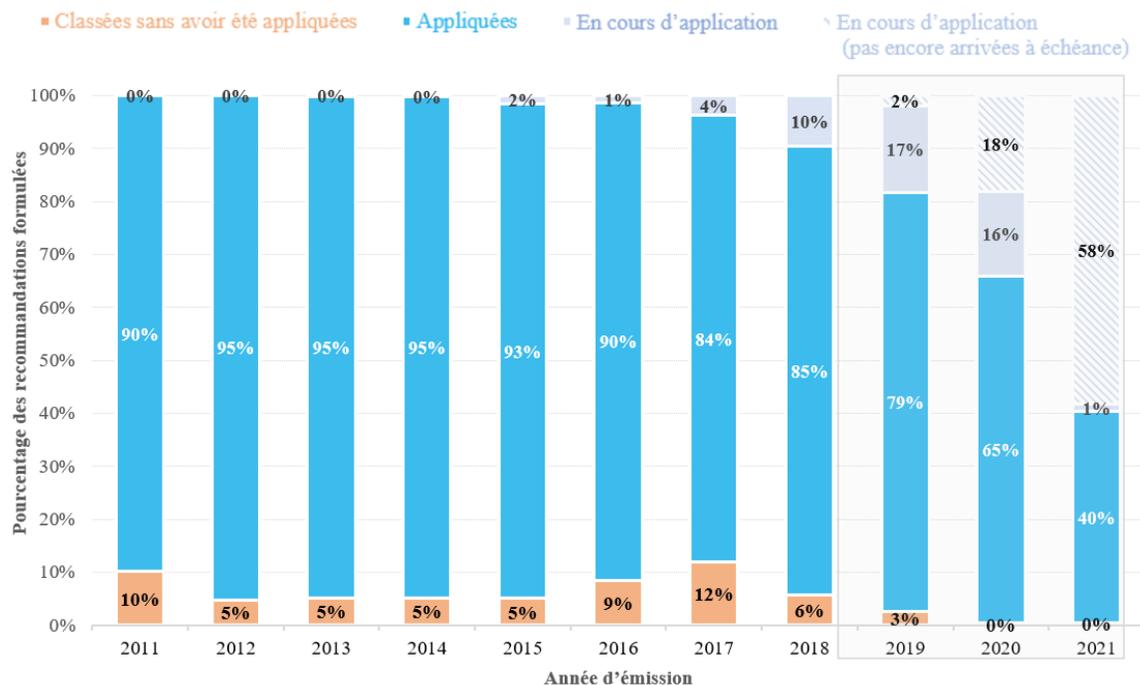
	Secrétariat (hors opérations de paix)	Autres entités	Caisse des pensions	Total partiel	Secrétariat (opérations de paix)	Total
Recommandations non appliquées au 1^{er} juillet 2020	539	177	41	757	419	1 176
Recommandations d'importance critique ^a	22	7	5	34	1	35
Recommandations importantes	517	170	36	723	418	1 141
+ Recommandations formulées entre le 1^{er} juillet 2020 et le 30 juin 2021	244	129	45	418	478	896
Recommandations d'importance critique	–	4	2	6	1	7
Recommandations importantes	244	125	43	412	477	889

	<i>Secrétariat (hors opérations de paix)</i>	<i>Autres entités</i>	<i>Caisse des pensions</i>	<i>Total partiel</i>	<i>Secrétariat (opérations de paix)</i>	<i>Total</i>
– Recommandations clôturées entre le 1^{er} juillet 2020 et le 30 juin 2021	400	175	49	624	512	1 136
<i>Recommandations formulées pendant la période considérée</i>	94	61	15	170	253	423
Recommandations d'importance critique	–	–	1	1	–	1
Recommandations importantes	94	61	14	169	253	422
<i>Recommandations formulées au cours de périodes antérieures</i>	306	114	34	454	259	713
Recommandations d'importance critique	9	4	–	13	1	14
Recommandations importantes	297	110	34	441	258	699
Recommandations non appliquées au 30 juin 2021	383	131	37	551	385	936
Recommandations d'importance critique	–	7	6	13	1	14
Recommandations importantes	383	124	31	538	384	922

^a Treize de ces recommandations sont ultérieurement passées de cette catégorie à celle des recommandations importantes.

9. Les tendances à long terme montrent que plus de 90 % des recommandations formulées par le BSCI finissent par être mises en œuvre et qu'environ 6 % d'entre elles sont finalement classées sans avoir été appliquées (voir la figure III).

Figure III
Statut des recommandations formulées par le BSCI, par année^a



^a Dont certaines recommandations formulées en 2019, 2020 et 2021, pour lesquelles le délai d'application n'est pas encore échu.

10. Le BSCI a récemment modifié la manière dont il formule ses recommandations afin de s'assurer qu'elles portent sur des actions pouvant être mises en œuvre dans un délai de 24 mois. Ce faisant, il entend veiller non seulement à leur application, mais également à ce que celle-ci ait lieu dans les temps, afin de pallier rapidement toute lacune de contrôle et de tirer immédiatement parti de chaque possibilité d'amélioration des performances.

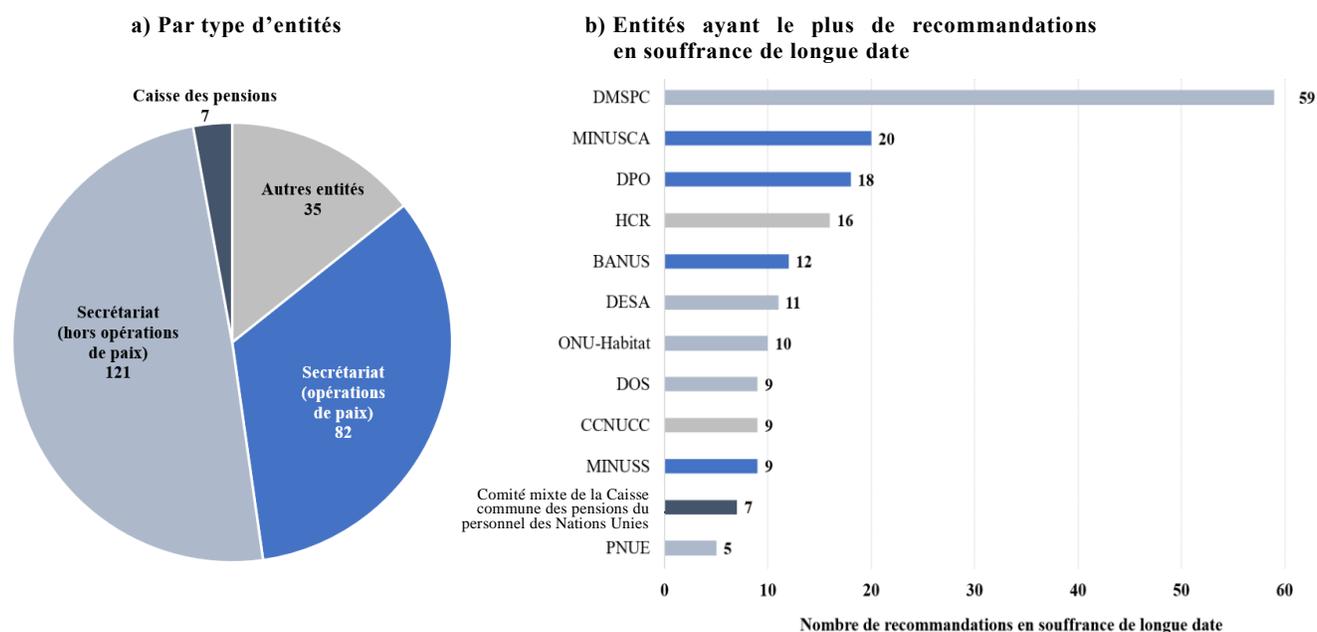
B. Délai de mise en œuvre des recommandations

11. Sur les 936 recommandations du BSCI qui n'avaient pas encore été appliquées au 30 juin 2021, 469 (50 %) remontaient à moins de 12 mois, et 206 (22 %) avaient entre 12 et 24 mois. Les 261 (28 %) recommandations restantes dataient de plus de 24 mois auparavant.

12. Pendant la période considérée, le BSCI s'est entretenu avec la direction de 39 entités afin d'évaluer l'état d'application des recommandations en souffrance de longue date (c'est-à-dire celles dont la date d'échéance était dépassée de plus de 12 mois) et de convenir de mesures supplémentaires à adopter pour assurer leur mise en œuvre.

13. En tout, 346 recommandations ont été examinées. Le BSCI a reçu de la direction des entités concernées des preuves que les risques sous-jacents en matière de contrôle avaient été suffisamment pris en considération pour permettre le classement de 107 (31 %) d'entre elles, et est en attente de preuves supplémentaires pour en classer 47 autres (14 %). Il a été convenu que les 192 recommandations restantes demeureraient valides et que de nouvelles dates butoirs à leur sujet seraient fixées par les entités et le BSCI, qui se pencheraient par ailleurs sur l'adoption de nouvelles mesures visant leur application. On trouvera à la figure IV un aperçu des entités ayant le plus de recommandations en souffrance de longue date, au 30 juin 2021.

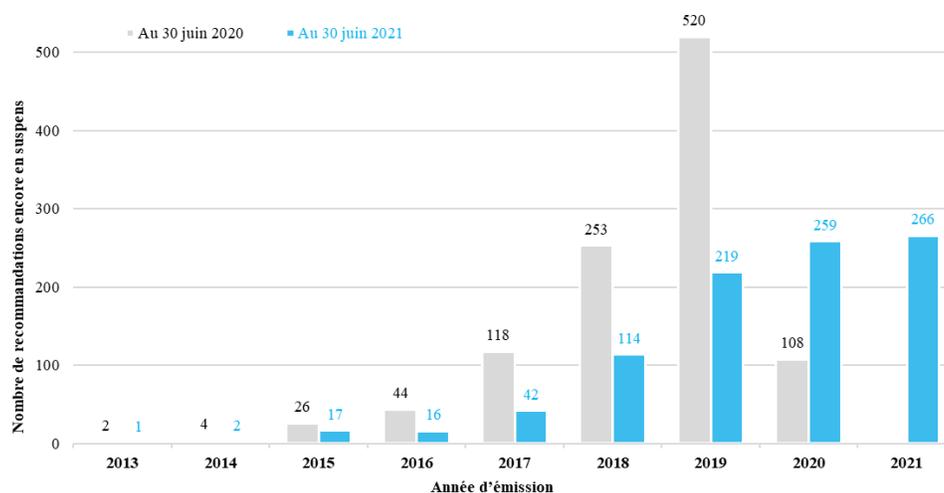
Figure IV
Recommandations en souffrance de longue date, au 30 juin 2021^a



^a Dont 53 recommandations entrées dans la catégorie des recommandations en souffrance de longue date après la clôture de l'examen susmentionné.

14. Grâce aux mesures décrites ci-dessus, ainsi qu'à d'autres initiatives récentes ayant permis d'améliorer le suivi des recommandations et la communication d'informations sur la question, le nombre et la proportion de recommandations du BSCI en souffrance de longue date ont diminué. Ainsi, la quantité de recommandations formulées en 2017 ou au cours de périodes antérieures qui restaient en suspens a baissé de plus de moitié, passant de 194 à 78 au 30 juin 2021 (voir la figure V).

Figure V
Nombre de recommandations émanant d'audits et d'évaluations qui restaient en suspens au 30 juin 2020 et au 30 juin 2021, par année d'émission



IV. Analyse approfondie des recommandations d'importance critique

15. Le BSCI classe ses recommandations en deux catégories, selon qu'elles sont d'une importance critique ou importantes :

- les recommandations d'importance critique portent sur les risques qui exigent l'attention immédiate de l'administration. L'absence d'action pourrait avoir des incidences critiques ou notablement négatives pour l'Organisation ;
- les recommandations importantes portent sur les risques dont l'administration doit s'occuper dans les meilleurs délais. L'absence d'action pourrait avoir des incidences graves ou assez graves pour l'Organisation.

16. Afin de juger de l'aspect critique des recommandations, le BSCI a récemment adopté les critères figurant désormais dans le dispositif de gestion du risque institutionnel du Secrétariat, qu'il utilise pour mesurer les retombées potentielles des risques que ces recommandations visent à atténuer, leur probabilité et le niveau d'efficacité du contrôle exercé. Il entend ainsi faciliter la mise en œuvre, par le Secrétariat et d'autres organisations, de ses recommandations aux fins du classement des risques identifiés dans le cadre de ses activités de contrôle et de la lutte contre ceux-ci.

A. Recommandations d'importance critique formulées au cours de la période considérée

17. Pendant la période considérée, le BSCI a formulé une recommandation d'importance critique à l'intention d'une entité du Secrétariat (MINUSS), quatre à l'intention d'une entité n'appartenant pas au Secrétariat (HCR) et deux à l'intention de la Caisse des pensions (voir le tableau 2). Les équipes de direction de la MINUSS, du HCR et de la Caisse des pensions ont accepté toutes ces recommandations. L'une d'elles a depuis lors été mise en œuvre par la Caisse des pensions, les six autres exigeant par contre une action immédiate de la part de l'administration afin de renforcer les contrôles relatifs aux installations de stockage des munitions (MINUSS) ; d'améliorer les achats, la gestion des contrats et la gestion des risques de fraude (HCR) ; de revoir la délégation de pouvoirs et le dispositif de contrôle interne (Caisse des pensions).

Tableau 2

Recommandations d'importance critique formulées entre le 1^{er} juillet 2020 et le 30 juin 2021

<i>Entité</i>	<i>Numéro du rapport</i>	<i>Recommandation</i>	<i>Catégorie de risques</i>	<i>Date du rapport</i>	<i>Date butoir</i>	<i>État de l'application</i>
MINUSS	2020/039	La MINUSS devrait veiller à ce que le quartier général de la force accélère le déplacement des installations de stockage des munitions loin des zones habitées et mette en œuvre toutes les recommandations relatives au stockage de ce matériel afin de renforcer les mesures de sûreté et de sécurité et atténuer ainsi les risques associés.	Opérations	16 novembre 2020	31 juillet 2021	Recommandation en cours d'application
HCR	2020/036	Le Bureau régional pour l'Afrique de l'Est, la Corne de l'Afrique et les Grands Lacs devrait mettre en œuvre un plan d'action durable pour remédier aux faiblesses structurelles et systémiques des contrôles et donc prévenir les risques en matière de passation de marchés, de gestion des contrats et de gestion de la flotte et du carburant.	Gouvernance	1 ^{er} octobre 2020	30 juin 2021	Recommandation en cours d'application
	2020/036	Le Bureau régional pour l'Afrique de l'Est, la Corne de l'Afrique et les Grands Lacs devrait, en collaboration avec le Haut-Commissaire assistant (Opérations), mettre en œuvre un plan d'action durable pour s'attaquer aux risques et aux faiblesses bien connues et de longue date que présentent les projets mis en œuvre par le partenaire gouvernemental et lutter contre le non-respect des règles et procédures établies par le HCR.	Stratégie	1 ^{er} octobre 2020	30 juin 2021	Recommandation en cours d'application
	2020/052	En coopération avec le Bureau régional pour l'Afrique de l'Est, la Corne de l'Afrique et les Grands Lacs, la représentation du HCR en Somalie devrait mettre en œuvre un plan d'action portant sur les risques et les lacunes récurrentes en matière de contrôle associés à la sélection des partenaires, à l'attribution des marchés et au suivi de la mise en œuvre des projets, afin de garantir la fourniture de services efficaces et rentables aux personnes relevant de sa compétence.	Gestion	14 décembre 2020	31 mars 2021	Recommandation en cours d'application

<i>Entité</i>	<i>Numéro du rapport</i>	<i>Recommandation</i>	<i>Catégorie de risques</i>	<i>Date du rapport</i>	<i>Date butoir</i>	<i>État de l'application</i>
	2020/052	La représentation du HCR en Somalie devrait s'atteler d'urgence à mettre en place des consignes générales destinées à renforcer la gestion de la réception, de la distribution et du stockage des articles non alimentaires, à améliorer la documentation des opérations, l'objectif étant que chacun soit tenu de rendre compte de ses actions, et à encourager l'adoption de mesures de suivi permettant de veiller à ce que les programmes bénéficient aux personnes voulues.	Opérations	14 décembre 2020	31 mars 2021	Recommandation en cours d'application
Caisse des pensions	A/75/215	Le Secrétaire général devrait : a) examiner et réviser la délégation de pouvoirs et le descriptif du poste de son (sa) représentant(e) pour les investissements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies afin d'axer les responsabilités et pouvoirs du ou de la titulaire de ce poste sur la définition de la politique et de la stratégie d'investissement et sur la supervision de la gestion des investissements ; b) redéfinir de manière appropriée le rôle du directeur (de la directrice) du Bureau de la gestion des investissements, qui serait chargé(e) de diriger la prise de décisions en matière d'investissement dans le cadre des paramètres de la politique et de la stratégie d'investissement, sous la supervision du (de la) représentant(e).	Gouvernance	21 juillet 2020	30 septembre 2020	Recommandation appliquée
	A/75/215	Le Représentant devrait élaborer et appliquer un programme de transformation de la culture institutionnelle afin de permettre l'épanouissement d'une culture d'harmonie, de performance et de déontologie au sein du Bureau de la gestion des investissements, et mener des enquêtes sur la culture institutionnelle selon que de besoin.	Gouvernance	21 juillet 2020	31 mars 2021	Recommandation en cours d'application

B. Recommandations d'importance critique non appliquées au 30 juin 2021

18. Le BSCI ayant revu la méthode utilisée pour juger de l'aspect critique de ses recommandations (voir par. 16), il a procédé à une réévaluation des 42 recommandations en suspens adressées à des entités du Secrétariat (y compris des entités liées aux opérations de paix) qui entraient dans la catégorie des recommandations d'importance critique au 30 juin 2021. Après application des critères définis dans le dispositif de gestion du risque institutionnel du Secrétariat, toutes ces recommandations, sauf une, sont passées de cette catégorie à celle des recommandations importantes. Le BSCI continuera de suivre l'état d'application des recommandations ayant fait l'objet d'un reclassement, conformément à ses procédures habituelles, et celles-ci resteront en suspens jusqu'à ce que l'administration fournisse des preuves de leur mise en œuvre.

19. Suite à ce reclassement, il restait, au 30 juin 2021, 14 recommandations d'importance critique en suspens, à savoir six recommandations formulées entre le 1^{er} juillet 2020 et le 30 juin 2021 (voir par. 17) et huit recommandations formulées avant le 30 juin 2019. Au 30 juin 2021, le délai d'application de 13 de ces recommandations était échu, huit d'entre elles étant d'ailleurs considérées comme des recommandations en souffrance de longue date (voir le tableau 3).

Tableau 3

Statut des recommandations d'importance critique non appliquées au 30 juin 2021

	<i>Secrétariat (hors opérations de paix)</i>	<i>Autres entités</i>	<i>Caisse des pensions</i>	<i>Secrétariat (opérations de paix)</i>	<i>Total</i>
Ancienneté des recommandations	–	7	6	1	14
Moins de 12 mois	–	4	1	1	6
Entre 12 et 24 mois	–	–	–	–	–
Plus de 24 mois	–	3	5	–	8

20. On trouvera, dans le tableau 4, des informations sur les recommandations d'importance critique en souffrance formulées il y a plus de 24 mois et, dans le tableau 5, des informations sur celles formulées il y a moins de 24 mois.

14/28 Tableau 4
Recommandations d'importance critique en souffrance formulées il y a plus de 24 mois

<i>Entité</i>	<i>Numéro du rapport</i>	<i>Recommandation</i>	<i>Catégorie de risques</i>	<i>Date du rapport</i>	<i>Date butoir</i>
HCR	2017/119	La Division de la gestion des ressources humaines du HCR devrait se pencher de nouveau sur les mécanismes de gouvernance et les responsabilités de l'administration en matière d'hébergement du personnel, et notamment : a) réactiver le comité directeur de l'hébergement du personnel pour qu'il puisse exercer un contrôle approfondi du travail et des ressources du groupe chargé de l'hébergement du personnel au niveau mondial ; b) prendre des mesures pour veiller à ce que les problèmes systémiques recensés par le groupe soient réglés et à ce que les revenus locatifs servent à améliorer la qualité de l'hébergement ; c) mettre en place des mécanismes de coordination appropriés avec les bureaux régionaux sur les questions relatives à l'hébergement du personnel et veiller à ce que les responsabilités de chacun soient clairement définies.	Ressources humaines	17 novembre 2017	31 décembre 2018
	2017/119	La Division de la gestion des ressources humaines du HCR, en coordination avec les bureaux régionaux et les représentations qui gèrent les questions relatives à l'hébergement du personnel, devrait élaborer un plan d'action doté de ressources suffisantes et assorti de délais pour garantir que les normes minimales régissant les conditions de vie (hébergement et cadre de vie du personnel, alimentation, eau et hygiène, et installations de loisirs) soient appliquées dans tous les lieux d'affectation.	Ressources humaines	17 novembre 2017	31 décembre 2019
	2019/035	La représentation du HCR en République-Unie de Tanzanie, en collaboration avec le Bureau régional pour l'Afrique, devrait : a) revoir les procédures, notamment celles portant sur la supervision et le suivi de la gestion, dont elle se sert pour sélectionner et retenir des partenaires, attribuer des marchés aux partenaires et suivre les projets, et se doter d'un plan d'action assorti d'échéances pour régler une fois pour toutes les problèmes systémiques et récurrents mis en évidence dans l'audit ; b) prendre des mesures pour recouvrer auprès des partenaires tous les coûts liés aux projets qui n'avaient pas été autorisés ou qui étaient irrecevables.	Opérations	22 mai 2019	30 septembre 2019

<i>Entité</i>	<i>Numéro du rapport</i>	<i>Recommandation</i>	<i>Catégorie de risques</i>	<i>Date du rapport</i>	<i>Date butoir</i>
Caisse des pensions	A/73/341	Le Comité mixte devrait : a) soumettre, conformément à la demande que lui a adressée l'Assemblée générale, des propositions en faveur d'une représentation juste et équitable, en son sein, des organisations affiliées à la Caisse, en tenant compte de la répartition effective des participants actifs, des tendances actuelles et futures concernant la participation à la Caisse et de l'évolution des organisations affiliées ; b) établir un système permettant aux organisations affiliées qui remplissent les conditions voulues de siéger tour à tour au Comité mixte, suivant un principe de rotation juste et équitable.	Gouvernance	6 septembre 2018	30 septembre 2019
	A/73/341	Le Comité devrait : a) séparer les fonctions de son Secrétaire de celles de l'Administrateur de la Caisse ; b) créer son propre secrétariat, qui ne dépende pas de la direction de la Caisse ; c) reconstituer le Service administratif de sorte qu'il soit directement responsable de la prestation de services administratifs aux deux composantes de la Caisse.	Gouvernance	6 septembre 2018	31 décembre 2019
	A/73/341	Le Comité devrait : a) mettre en place des mécanismes visant à faire en sorte que l'Administrateur et l'Administrateur adjoint fassent l'objet d'une évaluation annuelle de la performance qui repose sur des indicateurs chiffrés clairs et des données factuelles, afin qu'ils répondent de leurs résultats ; b) veiller à ce que le secrétariat de la Caisse soit tenu d'évaluer chaque année les résultats de son personnel.	Stratégie	6 septembre 2018	30 septembre 2019
	A/73/341	Le Comité mixte devrait prendre des mesures efficaces pour veiller à ce que le secrétariat de la Caisse donne l'exemple au plus haut niveau en matière d'intégrité et d'éthique.	Stratégie	6 septembre 2018	30 septembre 2019
	2018/112	Le secrétariat de la Caisse devrait prendre des mesures efficaces pour relever le faible taux de vérification des signatures apposées aux déclarations de situation.	Gestion	19 novembre 2018	31 juillet 2020

Tableau 5
Recommandations d'importance critique en souffrance formulées il y a moins de 24 mois

<i>Entité</i>	<i>Numéro du rapport</i>	<i>Recommandation</i>	<i>Catégorie de risques</i>	<i>Date du rapport</i>	<i>Date butoir</i>
HCR	2020/036	Le Bureau régional pour l'Afrique de l'Est, la Corne de l'Afrique et les Grands Lacs devrait, en collaboration avec le Haut-Commissaire assistant (Opérations), mettre en œuvre un plan d'action durable pour s'attaquer aux risques et aux faiblesses bien connues et de longue date que présentent les projets mis en œuvre par le partenaire gouvernemental et lutter contre le non-respect des règles et procédures établies par le HCR.	Stratégie	1 ^{er} octobre 2020	30 juin 2021
	2020/036	Le Bureau régional pour l'Afrique de l'Est, la Corne de l'Afrique et les Grands Lacs devrait mettre en œuvre un plan d'action durable pour remédier aux faiblesses structurelles et systémiques des contrôles et donc prévenir les risques en matière de passation de marchés, de gestion des contrats et de gestion de la flotte et du carburant.	Gouvernance	1 ^{er} octobre 2020	30 juin 2021
	2020/052	En coopération avec le Bureau régional pour l'Afrique de l'Est, la Corne de l'Afrique et les Grands Lacs, la représentation du HCR en Somalie devrait mettre en œuvre un plan d'action portant sur les risques et les lacunes récurrentes en matière de contrôle associés à la sélection des partenaires, à l'attribution des marchés et au suivi de la mise en œuvre des projets, afin de garantir la fourniture de services efficaces et rentables aux personnes relevant de sa compétence.	Gestion	14 décembre 2020	31 mars 2021
	2020/052	La représentation du HCR en Somalie devrait s'atteler d'urgence à mettre en place des consignes générales destinées à renforcer la gestion de la réception, de la distribution et du stockage des articles non alimentaires, à améliorer la documentation des opérations, l'objectif étant que chacun soit tenu de rendre compte de ses actions, et à encourager l'adoption de mesures de suivi permettant de veiller à ce que les programmes bénéficient aux personnes voulues.	Opérations	14 décembre 2020	31 mars 2021
Caisse des pensions	A/75/215	Le Représentant devrait élaborer et appliquer un programme de transformation de la culture institutionnelle afin de permettre l'épanouissement d'une culture d'harmonie, de performance et de déontologie au sein du Bureau de la gestion des investissements, et mener des enquêtes sur la culture institutionnelle selon que de besoin.	Gouvernance	21 juillet 2020	30 mars 2021

V. Recommandations ayant des incidences financières

21. On trouvera dans le tableau 6 un récapitulatif des recommandations ayant des incidences financières. Ces incidences sont classées en plusieurs catégories : perte et gaspillage de ressources, recouvrements, réductions de dépenses, revenus supplémentaires et réductions budgétaires.

22. Le montant des recouvrements et des réductions de dépenses susceptibles d'être obtenus en donnant suite aux recommandations formulées pendant la période considérée a été estimé à 2 887 855 dollars pour les entités du Secrétariat et à 700 000 dollars pour le HCR. Un montant de 312 000 dollars a par ailleurs pu être recouvré grâce à l'application d'une recommandation qui datait d'une période antérieure (voir le tableau 6).

Tableau 6

Recommandations ayant des incidences financières (période du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021)

(En dollars des États-Unis)

Entité	Numéro ou date de publication du rapport	Description	Montant estimatif ^a	Montant obtenu
Secrétariat (hors opérations de paix)				
ONUN	30 novembre 2020	Recouvrement lié à une procédure de passation de marchés non concurrentielle	4 560	–
OCHA	27 février 2021	Recouvrement de fonds alloués à un projet irrecevable par un partenaire d'exécution	256 000	–
	20 mai 2021	Recouvrement de fonds alloués à un projet irrecevable par un partenaire d'exécution	22 672	–
Secrétariat (opérations de paix)				
DMSPC	4 février 2021 et 27 mai 2021	Recouvrement lié à un cas de fraude dans la passation de marchés (services et biens non fournis)	106 570	–
	27 avril 2021	Acceptation par un membre du personnel des Nations Unies d'un pot-de-vin provenant d'un partenaire d'exécution	2 000	–
	27 avril 2021	Acceptation par un membre du personnel des Nations Unies d'un pot-de-vin provenant d'un partenaire d'exécution	9 500	–
	27 mai 2021	Recouvrement lié au trop-payé de frais d'hébergement en raison de la non-communication d'informations par un membre du personnel	17 213	–
	31 mai 2021	Recouvrement lié à un cas de fraude au carburant	29 075	–
DOS	31 mai 2021	Recouvrement lié à un cas de fraude au carburant	89 011	–
	31 mai 2021	Recouvrement lié à un cas de fraude à l'assurance médicale	1 810	–
	31 mai 2021	Recouvrement lié à un cas de fraude au carburant	649 445	–
MINUSS	2020/039	Réduction continue des dépenses liées aux véhicules	1 700 000	–
Autres entités				
HCR	2020/052	Recouvrement lié aux indemnités de repas et d'hébergement	700 000	–
	2018/097	Recouvrement lié à des trop-payés dans le cadre d'un contrat de construction	1 964 598 ^b	312 000
Total^b			3 587 855	312 000

^a Calculé sur la base d'estimations établies par le BSCI et, le cas échéant, en consultation avec les entités concernées.

^b Il est uniquement tenu compte, dans le total, des estimations ayant trait à des recommandations formulées pendant la période considérée ; le montant estimatif de 1,96 million de dollars relatif au rapport 2018/097, publié en 2018, n'y est donc pas pris en considération.

VI. Rapports publiés entre le 1^{er} juillet 2020 et le 30 juin 2021

23. Entre le 1^{er} juillet 2020 et le 30 juin 2021, le BSCI a publié 188 rapports (non compris ceux relatifs aux opérations de paix) – à savoir 8 rapports à l'intention de l'Assemblée générale (1 rapport d'audit et 7 rapports d'évaluation), 47 rapports d'audit interne, 25 rapports consultatifs d'audit, 55 rapports d'enquête, 33 avis de clôture d'enquête, 15 rapports consultatifs d'enquête et 5 rapports d'évaluation – ainsi que son rapport supplémentaire, adressé à l'Assemblée générale, sur les activités qu'il avait menées pendant la période du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 (voir le tableau 7).

Tableau 7

Rapports publiés entre le 1^{er} juillet 2020 et le 30 juin 2021 (hors opérations de paix)

A. Rapports destinés à l'Assemblée générale

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Objet</i>
A/75/301 (Part I) et A/75/301 (Part I)/Add.1	10 août 2020	Rapport sur les activités du Bureau des services de contrôle interne pour la période du 1 ^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020
A/75/215	21 juillet 2020	Audit des mécanismes de gouvernance et des processus connexes du Bureau de la gestion des investissements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies
E/AC.51/2021/2	19 février 2021	Évaluation du Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement
E/AC.51/2021/4	4 mars 2021	Évaluation de l'appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique fourni par le programme 9 par l'intermédiaire du Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique, de la Commission économique pour l'Afrique et du Département de la communication globale
E/AC.51/2021/5	5 mars 2021	Évaluation du Département des affaires économiques et sociales
E/AC.51/2021/6	16 mars 2021	Évaluation de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
A/76/69	18 mars 2021	Renforcement du rôle de l'évaluation et meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale
E/AC.51/2021/7	19 mars 2021	Inspection de la fonction d'évaluation de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes)

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Objet</i>
A/75/820	22 mars 2021	Évaluation des activités visant à prévenir et à combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles perpétrées par des membres du personnel du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ou du personnel apparenté et à apporter un soutien aux victimes

B. Rapports et avis établis à l'intention des gestionnaires de programme par la Division de l'audit interne

<i>Entité</i>	<i>Date de publication</i>	<i>Objet</i>	<i>Nombre de recommandations</i>	
			<i>Recommandations d'importance critique</i>	<i>Recommandations importantes</i>
Secrétariat				
BCAD	10 mars 2021	Mission de conseil sur le dispositif de gestion des risques en matière de coordination mondiale et régionale du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents des Nations Unies (VN2020-910-01)	0	0
BLT	28 décembre 2020	Examen de la gestion de la classification et de la confidentialité des données au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : BLT (AT2019-517-01)	0	0
Bureau de l'administration de la justice	30 décembre 2020	Examen de la gestion de la classification et de la confidentialité des données au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : Bureau de l'administration de la justice (AT2019-517-01)	0	0
Bureau de la déontologie	30 décembre 2020	Examen de la gestion de la classification et de la confidentialité des données au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : Bureau de la déontologie (AT2019-517-01)	0	0
Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants	28 décembre 2020	Examen de la gestion de la classification et de la confidentialité des données au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants (AT2019-517-01)	0	0
Bureau du Pacte mondial	14 juillet 2020	Initiative sur l'intégrité visant à renforcer le partenariat avec le secteur privé (2020/015)	0	5
Bureau des affaires de désarmement	28 décembre 2020	Examen de la gestion de la classification et de la confidentialité des données au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : Bureau des affaires de désarmement (AT2019-517-01)	0	0
Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies	30 décembre 2020	Examen de la gestion de la classification et de la confidentialité des données au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies (AT2019-517-01)	0	0

<i>Entité</i>	<i>Date de publication</i>	<i>Objet</i>	<i>Nombre de recommandations</i>	
			<i>Recommandations d'importance critique</i>	<i>Recommandations importantes</i>
Cabinet du Secrétaire général	16 décembre 2020	Examen de la gestion des voyages des hauts fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (AH2019-520-01)	0	0
	29 décembre 2020	Examen de la gestion de la classification et de la confidentialité des données au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : Cabinet du Secrétaire général (AT2019-517-01)	0	0
CEA	27 novembre 2020	Gestion des biens et des stocks (2020/042)	0	6
	9 juin 2021	Projets de rénovation de l'Africa Hall et de construction d'un centre des visiteurs (2021/21)	0	6
CESAP	14 juin 2021	Projet de mise aux normes parasismiques et de remplacement des équipements en fin de vie (2021/022)	0	4
CNUCED	5 mai 2021	Programme « Système douanier automatisé » (2021/013)	0	10
DCG	30 décembre 2020	Examen de la gestion de la classification et de la confidentialité des données au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : DCG (AT2019-517-01)	0	0
	16 juin 2021	Fonds d'affectation spéciale pour l'information économique et sociale (2021/023)	0	7
DESA	30 décembre 2020	Examen de la gestion de la classification et de la confidentialité des données au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : DESA (AT2019-517-01)	0	0
DGACM	30 décembre 2020	Examen de la gestion de la classification et de la confidentialité des données au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : DGACM (AT2019-517-01)	0	0
DMSPC	29 décembre 2020	Examen de la gestion de la classification et de la confidentialité des données au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : DMSPC (Bureau de l'informatique et des communications compris) (AT2019-517-01)	0	0
DMSPC, DOS	30 septembre 2020	Systèmes de gestion des documents et processus connexes au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (2020/034)	0	6
	17 juin 2021	Application de restrictions aux membres du personnel des services d'achat après la cessation de service (2021/030)	0	5
DOS	21 décembre 2020	Planification de la demande et des sources au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (2020/059)	0	9
	22 mars 2021	Examen du traitement des demandes de reconnaissance de la situation de famille et de la gestion des prestations pour charges de famille au siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York (AH2019-512-01)	0	0

<i>Entité</i>	<i>Date de publication</i>	<i>Objet</i>	<i>Nombre de recommandations</i>	
			<i>Recommandations d'importance critique</i>	<i>Recommandations importantes</i>
DSS	30 décembre 2020	Examen de la gestion de la classification et de la confidentialité des données au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : DSS (AT2019-517-01)	0	0
	5 février 2021	Mise en œuvre du mécanisme de formation relatif au système de gestion de la sécurité des Nations Unies (2021/001)	0	11
Groupe Sécurité humaine	14 décembre 2020	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine (2020/053)	0	7
MIFRTP	8 juillet 2020	Avis sur la gestion de la classification et de la confidentialité des données au Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux (AA2019-261-01)	0	0
	21 décembre 2020	Gestion des services de traduction et d'interprétation (2020/060)	0	4
OCHA	29 septembre 2020	Audit coordonné de l'intervention humanitaire des Nations Unies au Yémen (2020/033)	0	0
	22 décembre 2020	Examen de la gestion de la classification et de la confidentialité des données au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : OCHA (AT2019-517-01)	0	0
HCDH	23 septembre 2020	Rapport sur le suivi des recommandations récurrentes relatives à la gestion des bureaux extérieurs (2020/027)	0	5
OLA	30 décembre 2020	Examen de la gestion de la classification et de la confidentialité des données au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : OLA (AT2019-517-01)	0	0
ONU-Habitat	29 décembre 2020	Dépenses d'appui aux programmes (2020/062)	0	3
ONUDC	4 septembre 2020	Suivi des recommandations récurrentes relatives à la gestion des bureaux extérieurs (2020/019)	0	6
	16 septembre 2020	Bureau des partenaires d'exécution en Colombie (2020/024)	0	5
ONUG	6 octobre 2020	Gestion des installations (2020/037)	0	6
	1 ^{er} décembre 2020	Demandes d'indemnisation au titre de l'assurance maladie (2020/045)	0	9
	31 mars 2021	Voyage officiel (2021/008)	0	4
PNUE	14 septembre 2020	Gestion des partenariats (2020/021)	0	13
ONUN, DCG	23 septembre 2020	Centre d'information des Nations Unies (2020/026)	0	8
ONUN, PNUE, ONU-Habitat	28 août 2020	Gestion des subventions (2020/018)	0	9
Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies	6 mai 2021	Examen de la gestion de la classification et de la confidentialité des données au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (AT2019-517-01)	0	0

<i>Entité</i>	<i>Date de publication</i>	<i>Objet</i>	<i>Nombre de recommandations</i>	
			<i>Recommandations d'importance critique</i>	<i>Recommandations importantes</i>
Autres entités				
Commission d'indemnisation des Nations Unies	22 juin 2021	Audit de la Commission d'indemnisation des Nations Unies (2021/027)	0	1
CCNUCC	30 juin 2021	Organisation de la vingt-cinquième Conférence (2021/029)	0	6
HCR	6 août 2020	Opérations en Grèce (2020/017)	0	5
	14 septembre 2020	Opérations d'urgence au Costa Rica (2020/022)	0	4
	21 septembre 2020	Gestion stratégique et gouvernance de la sécurité (2020/025)	0	5
	23 septembre 2020	Opérations en République démocratique du Congo (2020/028)	0	7
	23 septembre 2020	Opérations au Pakistan (2020/029)	0	6
	23 septembre 2020	Opérations au Mozambique (2020/030)	0	6
	28 septembre 2020	Opérations au Niger (2020/032)	0	5
	1 ^{er} octobre 2020	Prévention, détection et répression des actes de fraude commis par des personnes en lien avec les activités de réinstallation (2020/035)	0	3
	1 ^{er} octobre 2020	Opérations en Éthiopie (2020/036)	2	5
	7 octobre 2020	Pratiques de réinstallation (2020/038)	0	7
	19 novembre 2020	Opérations en Mauritanie (2020/041)	0	6
	27 novembre 2020	Opérations en Espagne (2020/043)	0	3
	1 ^{er} décembre 2020	Continuité des technologies de l'information (2020/047)	0	4
	1 ^{er} décembre 2020	Opérations au Zimbabwe (2020/048)	0	7
	14 décembre 2020	Opérations en Somalie (2020/052)	2	5
	17 décembre 2020	Gestion des interventions en espèces dans les opérations en Afrique (2020/057)	0	5
	17 décembre 2020	Mission de conseil sur le personnel des partenaires au HCR (VR2020-161-01)	0	0
	17 mai 2021	Avis sur les dispositions relatives aux données de référence concernant les fournisseurs du HCR (VR2020-160-02)	0	0
	17 mai 2021	Mission de conseil sur le suivi du programme et des interventions de protection au HCR lors de la crise de la COVID-19, grâce à des outils pouvant être utilisés à distance (VR2020-168-01)	0	0
25 mai 2021	Mission de conseil sur la mobilisation des parties prenantes concernant les technologies de l'information et des communications au HCR (VR2020-166-01)	0	0	
2 juin 2021	Mission de conseil sur l'examen du système de gestion de la résilience de l'organisation au HCR (VR2019-160-01)	0	0	

<i>Entité</i>	<i>Date de publication</i>	<i>Objet</i>	<i>Nombre de recommandations</i>	
			<i>Recommandations d'importance critique</i>	<i>Recommandations importantes</i>
	21 juin 2021	Passation de marchés sur le terrain pendant la crise de la COVID-19 (2021/026)	0	5
Initiative Global Pulse de l'Organisation des Nations Unies	22 décembre 2020	Examen de la gestion de la confidentialité des données au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : Initiative Global Pulse de l'Organisation des Nations Unies (AT2019-517-01)	0	0
UNRISD	23 février 2021	Audit de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (2021/002)	0	8
Caisse des pensions				
Caisse des pensions – Bureau de la gestion des investissements	17 décembre 2020	Stratégie d'information et de communication et mise en œuvre du modèle opérationnel cible (2020/056)	0	11
Secrétariat de la Caisse des pensions	8 septembre 2020	Gouvernance des données, gestion et établissement de rapports au sein de l'Administration des pensions (2020/020)	0	8
	10 décembre 2020	Pensions d'invalidité au sein de l'Administration des pensions (2020/050)	0	7
	21 décembre 2020	Gestion des ressources humaines au sein de l'Administration des pensions (2020/058)	0	7

C. Rapports établis par la Division de l'inspection et de l'évaluation

<i>Entité</i>	<i>Date de publication</i>	<i>Domaine d'évaluation (référence du rapport)</i>	<i>Nombre de recommandations</i>	
			<i>Recommandations d'importance critique</i>	<i>Recommandations importantes</i>
Secrétariat				
BCAD	30 novembre 2020	Évaluation préliminaire de la réforme du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (IED-20-007)	0	0
Organisation des Nations Unies dans son ensemble	8 février 2021	Synthèse de l'évaluation de la planification stratégique (IED-21-001)	0	0
Organisation des Nations Unies dans son ensemble	15 février 2021	Synthèse de l'évaluation de la coordination (IED-21-005)	0	0
Organisation des Nations Unies dans son ensemble	19 mars 2021	Évaluation des activités visant à prévenir et à combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles perpétrées par des membres du personnel du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ou du personnel apparenté et à apporter un soutien aux victimes (IED-21-010)	0	17

<i>Entité</i>	<i>Date de publication</i>	<i>Domaine d'évaluation (référence du rapport)</i>	<i>Nombre de recommandations</i>	
			<i>Recommandations d'importance critique</i>	<i>Recommandations importantes</i>
Organisation des Nations Unies dans son ensemble	21 juin 2021	Tableau de bord de l'évaluation des Nations Unies, 2018-2019 (IED-21-011)	0	0

D. Rapports, avis de clôture et autres avis établis par la Division des investigations

<i>Entité</i>	<i>Date de publication</i>	<i>Objet</i>
Secrétariat		
BCAD	27 février 2021	Rapport de clôture sur des irrégularités commises par un fonctionnaire en matière de recrutement
BLT	27 mai 2021	Rapport d'enquête sur l'adoption d'un comportement prohibé par un fonctionnaire
Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique	26 octobre 2020	Rapport d'enquête sur la possible adoption d'un comportement répréhensible par un fonctionnaire
	28 octobre 2020	Rapport d'enquête sur la possible adoption d'un comportement répréhensible par un fonctionnaire
	28 octobre 2020	Rapport d'enquête sur la possible adoption d'un comportement répréhensible par un fonctionnaire
	28 octobre 2020	Rapport d'enquête sur la possible adoption d'un comportement répréhensible par un fonctionnaire
	26 novembre 2020	Rapport d'enquête sur une demande de protection contre des représailles de la part de membres du personnel
CEA	14 janvier 2021	Avis émis à la suite d'une enquête sur une demande de protection contre des représailles de la part de membres du personnel
	30 septembre 2020	Rapport de clôture : note au dossier portant sur des allégations de fraude lors de l'attribution d'un contrat
CEPALC	27 février 2021	Rapport d'enquête sur des allégations de faute commise par un fonctionnaire
	12 février 2021	Note au dossier concernant le signalement de possibles actes de violence au sein de la famille impliquant un membre du personnel
CESAO	28 mai 2021	Note au dossier concernant le signalement de possibles actes d'exploitation et atteintes sexuelles impliquant un membre du personnel
	14 janvier 2021	Note au dossier concernant le signalement de possibles irrégularités de recrutement impliquant un membre du personnel
CNUCED	27 mai 2021	Rapport de clôture concernant une présomption de conduite répréhensible de la part d'un fonctionnaire
DCG	7 octobre 2020	Rapport de clôture sur des faits de harcèlement sexuel qui auraient été commis par un fonctionnaire
	19 octobre 2020	Rapport d'enquête sur une plainte pour harcèlement sexuel au Siège de l'Organisation des Nations Unies
	30 novembre 2020	Rapport de clôture sur la participation d'un fonctionnaire à des activités extérieures à l'organisation
	30 novembre 2020	Rapport d'enquête sur la participation d'un fonctionnaire du Siège de l'Organisation des Nations Unies à des activités extérieures à l'organisation

<i>Entité</i>	<i>Date de publication</i>	<i>Objet</i>
	27 avril 2021	Rapport d'enquête sur des actes de harcèlement sexuel commis par un fonctionnaire
	27 avril 2021	Rapport d'enquête sur l'adoption d'un comportement prohibé et la violation de lois locales par un fonctionnaire
DGACM	19 mai 2021	Rapport de clôture sur un éventuel conflit d'intérêts
DMSPC	18 septembre 2020	Rapport d'enquête sur l'adoption d'un comportement prohibé par un fonctionnaire
DOS	19 octobre 2020	Rapport de clôture concernant une présomption de conduite prohibée de la part de fonctionnaires
FNUD	30 novembre 2020	Note de clôture sur une affaire de fraude et de détournement de fonds versés par des donateurs pour des projets
HCDH	27 avril 2021	Rapport d'enquête sur la conduite répréhensible d'un fonctionnaire
OCHA	20 août 2020	Rapport de clôture concernant la possible adoption d'un comportement répréhensible par un fonctionnaire
	15 septembre 2020	Rapport consultatif sur des allégations de fraude et de détournement de fonds versés par des donateurs pour des projets sur le fonds humanitaire pour l'Irak
	15 septembre 2020	Avis sur le contrôle des décaissements des fonds de financement commun
	15 septembre 2020	Avis sur le suivi et l'assurance des partenaires d'exécution des fonds de financement commun
	18 septembre 2020	Note de clôture sur une affaire de fraude et de détournement de fonds versés par des donateurs pour des projets sur le Fonds d'aide humanitaire à la Somalie
	23 septembre 2020	Note de clôture sur une affaire de fraude et de détournement de fonds versés par des donateurs pour des projets sur le Fonds humanitaire transfrontalier pour la Syrie
	12 octobre 2020	Rapport d'enquête sur des allégations de fraude et de détournement de fonds versés par des donateurs pour des projets sur le fonds humanitaire pour le Yémen
	25 janvier 2021	Rapport consultatif sur des allégations de fraude et de détournement de fonds versés par des donateurs pour des projets sur le fonds humanitaire pour l'Irak
	25 janvier 2021	Note de clôture sur une affaire de fraude et de détournement de fonds versés par des donateurs pour des projets sur le fonds humanitaire pour l'Irak
	27 février 2021	Rapport d'enquête sur des allégations de fraude et de détournement de fonds versés par des donateurs pour des projets sur le Fonds d'aide humanitaire à la Somalie
	23 avril 2021	Note de clôture concernant des allégations d'actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par un employé du Centre de support en santé internationale, partenaire d'exécution du fonds humanitaire pour la République centrafricaine
	23 avril 2021	Avis sur le calendrier des contrôles financiers ponctuels et le recouvrement des fonds non utilisés auprès des partenaires d'exécution
	23 avril 2021	Note de clôture sur une affaire de fraude et de détournement de fonds versés par des donateurs pour des projets sur le fonds humanitaire pour l'Irak
	26 avril 2021	Avis sur le calendrier des contrôles financiers ponctuels des partenaires d'exécution

<i>Entité</i>	<i>Date de publication</i>	<i>Objet</i>
	26 avril 2021	Note de clôture sur une affaire de fraude et de détournement de fonds versés par des donateurs pour des projets sur le Fonds humanitaire transfrontalier pour la Syrie
	27 avril 2021	Rapport de clôture concernant une présomption de conduite prohibée de la part d'un fonctionnaire
	27 avril 2021	Note de clôture sur une affaire de fraude et de détournement de fonds versés par des donateurs pour des projets sur le fonds humanitaire pour le Yémen
	19 mai 2021	Rapport d'enquête sur l'adoption d'un comportement prohibé par un fonctionnaire
	19 mai 2021	Rapport de clôture sur des irrégularités présumées en matière de recrutement
	20 mai 2021	Rapport d'enquête sur des allégations de fraude et de détournement de fonds versés par des donateurs pour des projets sur le Fonds humanitaire transfrontalier pour la Syrie
	27 mai 2021	Rapport d'enquête sur des irrégularités dans la passation des marchés impliquant un fournisseur
	27 mai 2021	Rapport d'enquête sur des irrégularités dans la passation des marchés impliquant un fournisseur
	27 mai 2021	Rapport d'enquête sur des irrégularités dans la passation des marchés impliquant un fournisseur
	27 mai 2021	Rapport d'enquête sur des irrégularités dans la passation des marchés impliquant un fournisseur
	27 mai 2021	Rapport d'enquête sur des irrégularités dans la passation des marchés impliquant deux fournisseurs
ONU-Habitat	30 novembre 2020	Rapport de clôture concernant une présomption de conduite prohibée de la part d'un fonctionnaire
	30 novembre 2020	Rapport d'enquête concernant des allégations de fraude aux prestations et des activités qui auraient été menées en dehors de l'organisation par un fonctionnaire n'y ayant pas été autorisé
ONUDC	19 octobre 2020	Rapport d'enquête sur des violences sexuelles commises par un fonctionnaire
	27 février 2021	Rapport de clôture sur des actes de harcèlement sexuel commis par un fonctionnaire
	27 février 2021	Rapport d'enquête sur des activités menées à l'extérieur de l'organisation sans autorisation et sur l'utilisation abusive des ressources numériques par un fonctionnaire
	27 février 2021	Rapport d'enquête sur un acte de fraude commis par un fonctionnaire
	27 février 2021	Rapport d'enquête sur des actes de harcèlement sexuel commis par un fonctionnaire
	27 février 2021	Rapport concernant une présomption de conduite répréhensible de la part d'un fonctionnaire
	15 mars 2021	Rapport de clôture sur des actes de harcèlement sexuel commis par un fonctionnaire
ONUG	27 avril 2021	Rapport d'enquête sur l'exécution d'activités extérieures à l'organisation par un fonctionnaire
ONUN	18 septembre 2020	Rapport d'enquête concernant le non-respect des directives régissant les achats en franchise de droits par un fonctionnaire
	30 septembre 2020	Avis sur les contrôles financiers relatifs aux achats de faible valeur et aux paiements aux fournisseurs lors de la levée des blocages de paiement

<i>Entité</i>	<i>Date de publication</i>	<i>Objet</i>
	7 octobre 2020	Rapport d'enquête sur une fraude à l'assurance maladie par un fonctionnaire
	7 octobre 2020	Rapport d'enquête sur des allégations de fraude dans la passation de marchés par un fonctionnaire
	30 novembre 2020	Rapport d'enquête sur des irrégularités dans la passation des marchés impliquant un fournisseur
	30 novembre 2020	Avis sur l'allocation-logement et l'indemnité au titre des services de sécurité à domicile dans un État Membre
	30 novembre 2020	Avis sur l'allocation-logement et l'indemnité au titre des services de sécurité à domicile dans un État Membre
	27 février 2021	Rapport de clôture concernant le non-respect des directives régissant les achats en franchise de droits par des fonctionnaires
	27 avril 2021	Avis sur l'enregistrement automatisé des fournisseurs de l'ONU dans le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies au niveau de base
ONUV/ONU DC	26 novembre 2020	Rapport d'enquête sur une demande de protection contre des représailles de la part de membres du personnel
PNUE	27 février 2021	Rapport d'enquête sur l'exécution d'activités extérieures à l'organisation par un fonctionnaire
	27 février 2021	Rapport d'enquête sur une fraude à l'assurance maladie par un ancien fonctionnaire
Autres entités		
Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification	14 septembre 2020	Rapport d'enquête sur un abus d'autorité commis par un fonctionnaire
HCR	20 août 2020	Rapport de clôture sur une violation de la confidentialité
ITC	25 janvier 2021	Rapport d'enquête sur l'adoption d'un comportement prohibé par un fonctionnaire
	27 février 2021	Rapport d'enquête sur des allégations d'exploitation sexuelle et d'atteintes sexuelles impliquant un consultant
OACI	15 septembre 2020	Rapport d'enquête sur l'adoption d'un comportement répréhensible par un fonctionnaire
	27 avril 2021	Rapport d'enquête sur le détournement de carburant par un membre du personnel du Bureau Afrique occidentale et centrale, à Dakar
	19 mai 2021	Rapport d'enquête sur des irrégularités de gestion commises par un fonctionnaire
	19 mai 2021	Rapport d'enquête sur un conflit d'intérêt impliquant un membre du personnel
ONUSIDA	14 août 2020	Rapport d'enquête sur des faits d'agression et de harcèlement sexuels
ONU-Femmes	18 septembre 2020	Rapport de clôture sur des allégations de fraude et de falsification par un ancien membre du personnel
	19 octobre 2020	Rapport d'enquête sur l'adoption d'un comportement prohibé par un fonctionnaire
	30 octobre 2020	Avis sur les moyens de garantir une procédure équitable et transparente de sélection des bénéficiaires dans un centre communautaire d'ONU-Femmes, dans un État Membre
	30 octobre 2020	Rapport de clôture concernant des allégations de harcèlement sexuel dans un centre communautaire d'ONU-Femmes, dans un État Membre
	30 novembre 2020	Rapport d'enquête sur des allégations de faute commise par un fonctionnaire

<i>Entité</i>	<i>Date de publication</i>	<i>Objet</i>
	30 novembre 2020	Rapport de clôture concernant une présomption de fraude de la part d'un fonctionnaire
	25 janvier 2021	Rapport de clôture concernant une présomption de fraude de la part d'un fonctionnaire
	27 février 2021	Rapport d'enquête sur des allégations de fraude et de falsification par un consultant
	27 février 2021	Rapport consultatif sur des allégations de fraude et de falsification par un consultant
	27 avril 2021	Rapport d'enquête concernant le détournement de fonds par la National Association of Peasant Reserve Zones of Colombia, partenaire de réalisation d'ONU-Femmes
	27 avril 2021	Rapport d'enquête sur la conduite répréhensible d'un fonctionnaire
PAM	25 janvier 2021	Note de clôture concernant la possible adoption d'un comportement répréhensible par des fonctionnaires
UNICEF	13 août 2020	Rapport d'enquête sur la possible adoption d'un comportement prohibé par un fonctionnaire
	19 mai 2021	Rapport d'enquête sur des actes d'exploitation sexuelle commis par un fonctionnaire
UNICRI	30 octobre 2020	Rapport d'enquête sur des activités menées à l'extérieur de l'organisation sans autorisation et sur l'utilisation abusive des ressources numériques par un fonctionnaire
UNITAD	25 janvier 2021	Rapport d'enquête sur l'adoption d'un comportement prohibé et la profération de menaces par un fonctionnaire
UNITAR	27 mai 2021	Avis sur un audit de l'African Institute, partenaire d'exécution en Afrique du Sud
	27 mai 2021	Avis sur un audit de l'African Institute, partenaire d'exécution en Afrique du Sud
UNOPS	30 novembre 2020	Rapport d'enquête sur une demande de protection contre des représailles de la part d'un membre du personnel
Caisse des pensions		
Caisse des pensions	13 août 2020	Rapport d'enquête sur une demande de protection contre des représailles de la part d'un membre du personnel
	19 octobre 2020	Rapport de clôture sur un cas de conduite prohibée
	26 avril 2021	Rapport d'enquête sur l'utilisation abusive des ressources numériques par un fonctionnaire